

La Guinée, neuf ans après le "non"

La récente réunion des quatre Etats riverains du fleuve Sénégal, et les déclarations du président de la République guinéenne proclamant la volonté de son gouvernement de réduire « l'incompréhension qui existe entre Paris et Conakry » ont attiré à nouveau l'attention sur ce pays. La Guinée et son président se sont signalés à l'attention de l'opinion internationale en septembre 1968. Elle fut le seul territoire de l'Afrique noire à voter « non » à la Constitution de la V^e République, et à avoir pris « de ce fait » son indépendance. Irrité par ce « non » au chantage et oui à l'indépendance, le gouvernement français retira du jour au lendemain son assistance technique et économique au pays; refusa de parrainer le jeune Etat à l'O.N.U., et établit un cordon sanitaire autour de lui, grâce à quelques « collabos » africains, notamment les renégats du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.).

En dépit de ce sabotage, l'exemple guinéen fit tâche d'huile. La Fédération du Mali suivit en juin 1960, puis ce fut l'avalanche des indépendances de l'été et de l'automne 1960. Même Houphouët-Boigny, qui déclarait quelques mois plus tôt que « l'indépendance était un vain mot », fut obligé d'emboîter le pas à Conakry qu'il avait pourtant voué aux géométries. « J'ai longtemps attendu sur le parvis de la fédération avec mes fleurs fanées, affirma-t-il pour atténuer sa folle face. La France n'a pas été à rendez-vous. Or, on ne se marie qu'à deux. » Cette déclaration désabusée donne la mesure de l'influence exercée sur

les anciens territoires de l'ancienne Union française par le « non » historique de la Guinée. Neuf ans après, où en est la république de Guinée ?

Nous nous garderons bien de prétendre faire le bilan exhaustif de l'expérience guinéenne dans le cadre de cet article. Certaines remarques s'imposent cependant à l'observateur soucieux de faire le point de la situation.

Si les répercussions immédiates de la décision du Parti démocratique de Guinée (P.D.G.) ont été bénéfiques pour le mouvement de décolonisation, on ne peut en dire autant en ce qui concerne les réalisations économiques et sociales qui en ont découlé. Diverses raisons expliquent ces insuffisances du bilan guinéen.

Il convient d'abord de signaler que les circonstances dans lesquelles ce pays a accédé à l'indépendance, et son détachement de l'ensemble géopolitique dont il faisait partie depuis des décennies n'étaient pas faits pour faciliter les choses. La balkanisation de l'Afrique de l'Ouest, parachèvement par le gouvernement « de gauche » Guy Mollet-Deferre, a sensiblement affaibli les chances de réussite des territoires africains désireux d'assurer également la promotion économique et sociale de leurs peuples. Il faut signaler à la décharge des dirigeants guinéens qu'ils ne sont toujours prononcés en faveur de la formation d'un gouvernement central, et que la politique culturelle pratiquée sous le régime colonial avait été si négative que ce pays a accédé à l'indépendance avec une grande pénurie de cadres moyens et supérieurs et que la gestion d'un Etat moderne ne pouvait

qu'en pâtir. L'assistance au pied levé apportée par les Etats ouvriers après le retrait brutal des fonctionnaires français fut insuffisante pour éviter la désorganisation administrative et économique dont ce pays ne s'est pas encore complètement remis.

Mais ces facteurs ne suffisent pas à expliquer l'état dans lequel se trouve actuellement ce pays. La Guinée se trouve dans une situation économique et financière assez critique. La balance des paiements et le budget ne sont équilibrés que grâce à l'aide américaine. L'évolution du salaire minimum légal dans les centres urbains et celle du pouvoir

d'achat de la paysannerie laissent d'autant plus à désirer que la monnaie guinéenne, selon les propres termes du président de la République « n'a pas de valeur ». Enfin, comme dans les autres territoires africains, la gabegie financière et la floraison de la bourgeoisie compradore et bureaucratique font des ravages. Là encore, personne ne nous renseigne mieux sur l'évolution des choses que M. Sékou Touré lui-même, qui ne manque pas l'occasion de dénoncer la dilapidation des deniers publics érigée en institution au sein du parti, « organe suprême de l'Etat », et dans la fonction publique.

Une économie contrôlée par les Yankees

L'avènement de l'indépendance a coïncidé en Guinée avec l'exploitation en grand des richesses minières de ce pays : bauxite de Fria et Boké, minerais de fer et manganèse. C'était une chance pour la Guinée, car, depuis 1960, la production agricole qui était la principale activité de ce pays a sensiblement baissé. La France s'étant retirée, et les Soviétiques ayant refusé l'offre de les aider à exploiter leurs richesses minières, les Guinéens se sont ouverts aux sociétés américaines qui contrôlent maintenant toutes les exploitations minières du pays, telle que Fria et la Compagnie des bauxites de Guinée. L'importance des investissements américains a amené

Washington à accorder une importante aide alimentaire et financière à Conakry, et à peser sur la politique de ce pays. Il est d'ailleurs significatif que l'entrée en scène des Etats-Unis ait été accompagnée de la répression de l'opposition de gauche pourchassée depuis fin 1961. La plupart des intellectuels de gauche sont en prison ou condamnés à vivre en exil. Les relations entre le régime et les étudiants vivant à l'étranger sont très tendues. Aussi, les intellectuels refusent-ils de rentrer au pays tant que de nombreux démocrates emprisonnés dans des camps de concentration, tels Moustapha Gangué et Keita Koumandian, n'auront pas été libérés.

Les corences idéologiques du P.D.G.

Il est impossible d'apprécier correctement la situation de la Guinée si on n'examine pas les fondements idéologiques du parti qui préside aux destinées du pays. Selon M. Sékou Touré, dont on sait qu'il a été formé, comme nombre de ses collaborateurs, à l'école du Parti communiste français et de la C.G.T. française, son régime est une « démocratie fondamentale dite nationale » pratiquant une « voie de développement non-capitaliste ». Nous ignorons ce que peut être une démocratie fondamentale. En ce qui concerne les concepts de « démocratie nationale » et « voie de développement non-capitaliste », nous renvoyons aux thèses de la Conférence de Moscou de 1960 pour en savoir plus long. L'exemple du P.D.G. révèle les ravages idéologiques provoqués dans certains pays du tiers-monde par les fantasmes idéologiques des théoriciens de Moscou. S. Touré récuse l'existence de classes sociales en Afrique noire. Aussi rejette-t-il l'idée qu'il puisse exister un autre parti en Guinée. « Il n'y a pas de contradictions de classes en Guinée, estime-t-il. Les seules « contradictions » qui existent sont celles qui op-

posent les jeunes et les vieux, la femme et l'homme. Inutile de se demander si le P.D.G. se propose d'instaurer une société où il n'y aurait plus de différence d'âges ou de sexe. La sonorité des mots importe plus que leur signification et « les mots n'ont pas le même sens ici qu'ailleurs », précise le leader guinéen lui-même.

Tel est le vide idéologique qui sévit en Afrique. Il montre la nécessité d'y promouvoir un intense effort théorique et une meilleure connaissance des questions africaines. Ces critiques ne changent rien au fait que la Guinée, comme toutes les anciennes colonies, serait en droit d'exiger une aide réparatrice de son ancienne métropole coloniale, et que, par conséquent, le rétablissement de relations économiques avec la France n'est pas une faveur qui lui est faite. C'est au contraire la politique de morgue et l'anathème du régime gaulliste à l'égard du gouvernement guinéen, sanction de l'exercice du droit de choix offert par la constitution française, qui fut un aspect post-colonial de l'oppression impérialiste.

Gilbert WADE

La Croix-Rouge au Congo

Les « affreux » recrutés en France, Belgique, Italie et en Afrique du Sud ont semé la désolation et la mort en République du Congo depuis le jour de 1964 où le type même du « Y a bon banania », Moïse Tshombé, a fait appel à leurs services. En juillet dernier, ces mercenaires, toujours télégués par le même Tshombé, se sont mutinés contre le gouvernement Mobutu, successeur de « Tiroir-Caisse ». Battus à Kisangani, ils se sont repliés à Bukavu d'où ils ont proclamé leur volonté de destituer le gouvernement de Kinshasa pour imposer une équipe que devait diriger Moïse Tshombé et des chefs coutumiers congolais. Détruisant le mythe de l'invincibilité des « affreux » entretenu par certains, parmi lesquels les journalistes de « Figaro », de « Combat » et de « l'Aurore », l'armée congolaise est parvenue à déloger les occupants qui soutenaient 1.000 mercenaires Lundas (ethnie de Moïse Tshombé) dits gendarmes katangais.

Ils sont tous maintenant regroupés au Ruanda où ils ont réussi à se réfugier grâce à la proximité de ce territoire et à l'influence que Bruxelles exerce sur son gouvernement.

Alors qu'ils affirmaient auparavant être étrangers à l'action des mercenaires, les gouvernements de Bruxelles, Paris et Wa-

shington, auxquels s'est jointe la Croix-Rouge, se démentent tout à coup comme de beaux diables pour obtenir de rapatrier les sanglantes crapules et de les protéger contre les autorités congolaises qui voudraient les déferer devant leurs tribunaux. Cela n'a rien pour nous étonner, ces sortes d'enfants terribles sont récupérables pour la bourgeoisie qui a des tâches pour eux, mais le mythe encore actif de la Croix-Rouge veut qu'on souligne son rôle curieux dans cette affaire. Après être intervenu vivement pour obtenir un cessez-le-feu au moment où les mercenaires, enfin pris au piège, risquaient d'être écrasés, elle se multiplie maintenant pour sauver leur peau. Qu'avait-elle fait pendant des mois pour mettre un terme à l'action de massacreurs des Denard et Schramme lorsqu'ils exerçaient leurs talents contre les citoyens congolais de Kisangani, Albertville, Bukavu et Lumumbashi ? Rien ! Et où voit-on la Croix-Rouge intervenir pour sauver les maquisards torturés dans les prisons boliviennes, vénézuéliennes, angolaises, mozambicaines ? Nulle part.

La Croix-Rouge manifeste cyniquement au Congo son caractère de couverture « philanthropique » des puissances impérialistes.

G.W.

LE YEMEN

victime du recul arabe

Que la situation au Moyen-Orient ait été rendue plus compliquée à la suite de la brève guerre israélo-arabe du mois de juin dernier, on pouvait en être sûr dès qu'elle prit fin. Les nombreuses manœuvres dans et autour des Nations unies, ne pourront fournir une solution viable. Le récent vote à l'O.N.U. ne prouve rien d'autre que la recherche par le Kremlin des bonnes grâces de l'impérialisme américain, fût-ce aux dépens de la révolution arabe.

Mais si on laisse de côté le problème sous son angle international, et si on porte son attention notamment sur les développements intérieurs au monde arabe, on doit constater d'une part un renforcement de la haine anti-impérialiste des masses arabes, d'autre part un glissement à droite et un recul des directions. D'une façon générale, le porte-parole des pays arabes aujourd'hui est moins Nasser que Hussein. L'Egypte et la Jordanie sont les deux pays qui ont été le plus affectés par la défaite des armées arabes, mais l'autorité de Hussein sur le plan international s'est accrue, tandis que celle de Nasser a régressé.

En Egypte même, Nasser est resté au pouvoir grâce à une rapide et vigoureuse intervention des masses le 9 juin. Mais, depuis lors, dans les sommets égyptiens ce sont les éléments droitiers qui paraissent devenir prépondérants. Ce n'est pas le fait en soi que le gouvernement égyptien rétablisse des rapports diplomatiques avec les impérialistes qui soit critiquable, mais le glissement en direction de ceux-ci, en dépit du réarmement assuré par l'Union soviétique.

Le glissement à droite du gouvernement égyptien s'est surtout manifesté en ce qui concerne le Yemen. On sait que, depuis plusieurs années, ce pays est divisé dans une guerre civile où se trouvaient d'une part les royalistes, appuyés notamment par l'Arabie saoudite, d'autre part les républicains dirigés par le général Sallal qui recevaient un appui militaire important de l'Egypte. On peut comprendre que la défaite ait amené le gouvernement égyptien à réexaminer son aide à la République du Yemen, et on aurait pu comprendre qu'il s'adresse au gouvernement républicain yéménite afin d'encourager en commun un rajustement. Mais ce n'est pas cela qu'a fait Nasser. Il s'est entendu avec Faïçal d'Arabie saoudite sur une « solution » pour le Yemen comportant un dégageant total de l'Egypte, sans aucunement demander

Faïçal de Sallal. On n'est donc pas surpris que, quelques semaines plus tard, ce soit produit un coup d'Etat qui élimine Sallal et le remplace par une direction prête à un compromis avec les royalistes.

Si l'on passe au Sud Yemen, c'est-à-dire dans les territoires administrés jusqu'alors par l'impérialisme britannique autour de la ville d'Aden, on voit que la force du mouvement anti-impérialiste oblige les Anglais à quitter ces territoires dans des conditions qui compromettent leur dignité, en dépit de leur expérience dans l'art de lâcher du terrain sans trop perdre la face. Mais ce départ des Anglais laisse la place à l'organisation qui porte le nom de F.L.N., tandis qu'une autre organisation appelée FLOSY se trouve éliminée du pouvoir alors qu'elle avait largement contribué à la libération des territoires groupés autour d'Aden. Nous ne disposons pas de documents permettant de situer dans le détail les positions respectives des deux organisations en question, mais ce qu'on connaît est suffisamment clair pour comprendre que le F.L.N., appuyé par les militaires hier encore au service des Anglais, se situe plus à droite, tandis que le FLOSY était surtout appuyé par les ouvriers d'Aden qui étaient à la pointe de la lutte pour la révolution arabe. Le résultat de la guerre israélo-arabe a certainement aussi favorisé le F.L.N. au dépend de FLOSY.

Ce glissement général à droite est un produit et de la défaite militaire et de l'absence chez les Arabes d'une direction révolutionnaire socialiste qui ait su montrer les erreurs, les incapacités, les faiblesses de la direction nassérienne, jusqu'alors la direction de masse la plus avancée dans le monde arabe. Comme nous l'avions dit dès la fin du conflit, la haine des masses pour l'impérialisme n'est accentuée. Aussi, si une direction se présente qui sait mettre en avant un véritable programme socialiste, et pas seulement pour la question d'Israël, qui sait tirer les leçons de la défaite et les faire comprendre aux masses, la révolution arabe ne connaîtra qu'un recul temporaire et pourra rapidement aller à nouveau d'avant.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. BOUYER
15 285-16 PARIS